

La Note Russe

Le dossier des relations Est-Ouest s'est enrichi d'une note soviétique de dix pages en réponse à l'invitation des Alliés pour une réunion à Lugano le 15 octobre qui devait discuter de l'Allemagne. En même temps une déclaration d'Ho Chi Minh rejetait par avance toute suggestion de négociation avec la France. De plus la conférence sur la Corée prévue pour le 28 octobre se heurte aux controverses soulevées par les Sino-Russes sur sa composition qui la rend de plus en plus improbable. Enfin Vichinsky s'est abstenu de répondre au pressant appel de Maurice Schumann à l'O.N.U. Quant à la réunion à l'échelon le plus élevé proposée par Churchill, le Kremlin n'y a fait aucune allusion. Tout cela ne saurait surprendre.

La réponse Soviétique.

La note soviétique d'hier ne fait que reprendre les thèmes déjà connus. Moscou met comme conditions préalable à toute négociation la présence de la Chine communiste aux délibérations, précisément parce que les Etats-Unis ne peuvent l'accepter et que sur cette question l'opinion anglaise de toutes nuances s'oppose à l'Amérique. Pour ce qui est de l'Allemagne la condition préalable c'est la constitution avant toute élection d'un gouvernement pour toute l'Allemagne qui réunirait les représentants de Bonn et ceux de la zone orientale, condition qu'Adenauer ne saurait accepter d'accord en cela non seulement avec les Etats-Unis, mais en principe du moins avec tous les Alliés.

La note russe à côté de ces restrictions capitales n'en reste pas moins habile, car elle ne refuse pas catégoriquement la rencontre, sans fixer toutefois de lieu ni de date. Elle dit même que les problèmes à traiter sont mûrs pour une discussion et que rien ne s'oppose en principe à ce qu'ils soient résolus. Ce qui laisse à ceux, qui en France s'accrochent désespérément à cet espoir de négociation pour retarder l'heure de se prononcer sur l'armée européenne, une ultime raison pour gagner du temps.

En tout état de cause Moscou se réserve de rejeter sur les Alliés la responsabilité d'avoir décidé de réarmer l'Allemagne plutôt que de consentir à étudier le problème aux conditions posées par l'U.R.S.S. Cette feinte diplomatique ne trompe que ceux qui veulent être trompés. Mais cela suffit à donner un argument aux adversaires des traités de Bonn et de Paris et à entretenir les polémiques.

La Russie craint-elle l'armée européenne.

Les adversaires de la communauté européenne se fondent surtout sur l'idée si souvent répétée que les Soviétiques ne craignent rien tant que le réarmement de l'Allemagne occidentale. En sont-ils sûrs? Nous croyons au contraire que les Russes

ont depuis longtemps fait leur affaire d'une armée européenne intégrée où les soldats allemands seront amalgamés aux forces françaises et liés indirectement à l'O.T.A.N. Loin d'être une menace pour les Soviétiques, cette intégration les garantit contre toute initiative militaire d'une Allemagne réarmée et libre de ses mouvements.

En effet, si l'armée allemande ou même une simple milice armée se trouvait à la suite d'un soulèvement analogue à celui du 17 juin aux prises avec les troupes russes d'occupation, cette effusion de sang pourrait servir d'étincelle pour allumer un grand conflit. Une armée internationale au contraire serait retenue d'intervenir parce que son intervention marquerait à coup sûr le pas fatal vers la guerre mondiale. Si les Russes avaient l'intention d'attaquer l'Europe, l'armée allemande pourrait les gêner. Mais ils n'en ont nullement l'intention.

L'armée européenne rend la réunification impossible.

En Europe ils entendent seulement garder les positions conquises et aucune discussion diplomatique ne pourra les en déloger. La constitution de l'armée européenne sera pour les Soviétiques un excellent prétexte à rester l'armée au pied en zone orientale. Ils ne s'en cachent d'ailleurs pas. La constitution de l'armée européenne où figureront les Allemands de l'Ouest, empêchera toute réunification des deux Allemagnes répète Ulbricht chaque jour à la Radio de Berlin.

A cet égard nos vieux maîtres en patriotisme du congrès radical que notre ami Sextian décrivait si bien samedi dernier, devraient se rendre compte que leur grande idée depuis 1914, le démembrement permanent de l'Allemagne a le plus de chances de se perpétuer si l'armée européenne se constitue. Une Allemagne neutralisée et désarmée pourrait tomber un jour aux mains du bolchevisme et l'Allemagne réunifiée nous envahir une fois de plus poussée par les Russes. L'Allemagne de Bonn indépendante et même désarmée pourrait nous entraîner dans une guerre malgré nous et reconquérir son unité avec l'aide des Etats-Unis. Au contraire une Allemagne de l'Ouest intégrée à l'Europe, petite ou grande, restera ce qu'elle est sauf guerre mondiale que les Russes ne cherchent pas et que les Américains ne déclareront jamais.

Les intentions d'Adenauer.

Si Adenauer veut que l'Allemagne de l'Ouest s'intègre au camp occidental ce n'est pas pour hâter la réunification de son pays. Il le dit sans doute, mais il n'y croit pas. Ce qu'il vise c'est que la partie d'Allemagne qu'il gouverne recouvre l'égalité des droits avec les autres puissances, participe à

la direction politique internationale et bénéficie du crédit et tous les avantages économiques reconnus à une puissance souveraine, avantages qu'il n'est ni possible ni souhaitable de lui refuser indéfiniment.

L'intégration européenne.

Nous avons toujours dit que les adversaires de l'unification européenne perdraient la partie. Ce fut par moments douteux, c'est aujourd'hui quasi certain. Le courant est trop fort pour être remonté. Nous n'avons jamais dissimulé qu'un projet aussi vaste comportait beaucoup de risques et ne devait être réalisé que par étapes et avec prudence. Mais la France tient à l'heure présente le maximum d'atouts pour faire de cette intégration européenne une opération aussi avantageuse que possible. Il faut en profiter pour faire accepter toutes les garanties que l'on juge indispensables pour obvier aux inconvénients majeurs.

La visite du Chancelier Autrichien à Paris.

La diplomatie autrichienne est depuis un temps la plus active d'Europe. On est avare de détails sur les conversations du chancelier Raab ces jours-ci à Paris. L'Autriche cherche à recouvrer son indépendance qui dépend de la volonté russe. Les Etats-Unis de leur côté ne semblent pas pressés de créer un vide en Europe Centrale et se retranchent derrière les propositions contenues dans le projet de traité de paix que les Soviétiques refusent de signer. Le chancelier Raab et surtout Karl Gruber voudraient obtenir une neutralisation de l'Autriche, indépendante de l'Ouest comme de l'Est et qui serait comme une Suisse entre les deux blocs. Les hommes d'Etat autrichiens espèrent être mieux entendus à Paris où l'idée d'une neutralisation de l'Autriche qui éventuellement pourrait servir de précédent à une neutralisation de l'Allemagne compte beaucoup de partisans. Le meilleur argument des Autrichiens est que l'Autriche de 1953, si les pétroles lui étaient rendus, serait non seulement viable, mais prospère, grâce au développement des industries du fer et de l'acier, du bois et du papier, de l'azote synthétique et de l'aluminium dont les exportations équilibreraient les comptes du pays.

Le chancelier Raab va dit-on tenter à présent une démarche personnelle à Moscou. Il cherchera à faire valoir les gages qu'il offre, en particulier le refus qu'il a opposé à toute participation au Pool charbon-acier. Souhaitons bonne chance au courageux Chancelier.

CRITON.